

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 13/12/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NUTRIBIO**

Avenue Fernand Belondrade  
BP 805  
82000 Montauban

Références : GD/2023-1512  
Code AIOT : 0006802449

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement NUTRIBIO implanté Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 03/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, du suivi de l'arrêté de mesures d'urgence du 23/08/23, et dans celui des actions nationales relatives à la sobriété eau et énergétique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NUTRIBIO
- Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Nutribio exerce une activité de transformation de lait et de ses produits dérivés et notamment du lait infantile en poudre conventionnel ou bio. Cet établissement est régulièrement autorisé au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 14 novembre 2023 ayant notamment mis à jour le classement du site et modifié certaines prescriptions suite à l'instruction du dossier de réexamen IED. L'activité de Nutribio concerne la réception du lait et différentes étapes de transformation. Les produits finis sont conditionnés sur site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de l'arrêté de mesure d'urgence du 23/08/2023
- sobriété énergétique et hydrique
- sécurité de la cuve de gaz

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi des ratios de consommation s d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.1.1 modifié par APC 29/06/18 modifié par APC 15/05/23	Mise en demeure, respect de prescription	36 mois
2	déclaration d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 3	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	diagnostic impact environnement al et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 4	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 4.2	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	déchets liés à l'incident	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 5	Sans objet
5	etude technico	AP de Mesures d'Urgence du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	économique	23/08/2023, article 7	
6	contrôle de l'accès - cuve de gaz	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe 1 - article 3.2	Sans objet
7	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 3.6	Sans objet
9	conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 1.1.1	Sans objet
10	ravitaillement des réservoirs fixes	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 4.10	Sans objet
11	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - titre II - 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a engagé d'importantes démarches pour réduire ses consommations énergétiques et d'eau, mais que les plans d'action mis en oeuvre ne permettent pas à date d'atteindre les objectifs fixés en matière de ratio de consommation d'eau par litre de lait traité.

Pour ce qui concerne l'installation de la cuve de gaz, l'inspection n'a pas constaté d'écart significatif aux prescriptions applicables. Enfin, l'exploitant a bien pris en compte les mesures prescrites dans l'arrêté de mesures d'urgence faisant suite au déversement accidentel survenu en août 2023. Il reste néanmoins quelques points à compléter dans l'analyse des causes et de l'évaluation des impacts.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi des ratios de consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.1.1 modifié par APC 29/06/18 modifié par APC 15/05/23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consommation en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre et maintient les moyens de réduction de consommation d'eau définis dans l'annexe II du présent arrêté. La mise en œuvre est réalisée selon l'échéancier intégré à l'annexe II, un point d'avancement annuel est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février des années 2019, 2020, 2021, 2022, 2023. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les prélèvements d'eau sont limités à ceux définis dans le tableau ci-dessous : (...) Ratio Leau/Llait : 1,8

<p>Prélèvement maximal pour 700 000l de lait par jour : 1260 m3/j</p> <p>Prélèvement maximal pour 700 000l de lait par jour : 459900m3/an</p> <p>(...)</p> <p>Mensuellement, en plus de l'autosurveillance, l'exploitant fait part à l'inspecteur des installations classées de ses consommations d'eau, de la quantité de lait traitée ainsi que du calcul du ratio.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant transmet mensuellement les ratios de consommation d'eau à l'inspection. La dernière transmission du 14/11/23 fait état d'un ratio Leau consommée/Llait traité de 2,22 de janvier à octobre 2023. Le prélèvement total sur cette période est de 305 325 m3. Le prévisionnel de consommation eau en 2023 est de 366 000 m3. Le ratio du mois d'octobre est de 2,4. L'exploitant explique ce ratio par des incidents de qualité (non conformités microbiologiques) au redémarrage de la tour n°2 post arrêt technique impliquant des lavages d'installations et de lignes supplémentaires.</p> <p>Lors de la visite d'octobre 2022, l'inspection demandait à l'exploitant de poursuivre ses investigations sur les recherches de fuite et de mettre en œuvre un plan d'action complémentaire afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de ratio. L'exploitant a fourni le 06 décembre 2022 le premier jet d'un plan d'action permettant d'économiser 19 000 m3 sur les 80 000 m3 attendus et a demandé 4 mois supplémentaires pour fournir les compléments. Le 4 avril 2023, il a complété son plan d'action afin d'économiser 40 000 m3 et s'est engagé à fournir un plan complémentaire pour le 1er décembre 2023.</p> <p>Le plan d'action de l'exploitant prévoit 5 actions dont 3 ont déjà pour partie été mise en œuvre en 2023. Lors de la visite du 30 novembre, l'exploitant indique que le projet de réutilisation des eaux de la STEP sera opérationnel en 2024 et que des gains liés aux optimisations de débits sont également attendus en 2024 .</p> <p>L'exploitant envisage également un projet de création d'un osmoseur pour s'affranchir de l'évaporateur n°1, il représente un coût significatif (3,5 M€) et présente des incertitudes ne permettant pas de garantir à ce stade la cible de 1,8 mais devrait représenter un gain significatif d'eau et de consommation énergétique. Il ne pourrait être opérationnel qu'à l'horizon 2027. Ces éléments ont été confirmés dans un courrier du 1er décembre 2023.</p> <p>L'inspection constate que le ratio de consommation spécifique du site ( Leau consommée/Llait traité) de 1,8 n'est pas atteint malgré la mise en œuvre par l'exploitant de mesures d'économie d'eau en 2022 et 2023. Néanmoins, l'exploitant a transmis à l'inspection des plans d'actions identifiant des mesures permettant des économies significatives. Certaines mesures seront déployées dès 2024 (REUT) et d'autres nécessitent des délais de mises en œuvre plus longs (osmoseurs).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 36 mois</p>

## N° 2 : déclaration d'accident

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rapport d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.</p>

<p>Il comporte, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les circonstances et la chronologie de l'événement ;</li> <li>l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;</li> <li>les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;</li> <li>un bilan massique de la pollution.</li> </ul> <p>Ce rapport doit s'appuyer sur la fiche « accident » téléchargeable en ligne sur le site internet du Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles.</p> <p>Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un rapport d'accident a été transmis le 1er septembre 2023. Il prévoit la pose d'une cloison siphonide au niveau du clarificateur (fin septembre 2023), la création d'un abaque produit/pollution (toujours en cours), la mise en stock de pièges à flottants pour le milieu naturel (septembre 2023) et la sensibilisation du personnel (fait). L'inspection a signalé l'insuffisance de l'analyse des causes profondes par courrier électronique du 1er septembre 2023.</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté la pose de la cloison siphonide au niveau du clarificateur et la présence de pièges à flottants pour le milieu naturel à mettre en oeuvre en cas d'incident. L'inspection recommande de réaliser des exercices de pose de ces pièges afin de former le personnel et l'élaboration d'une procédure associée. La sensibilisation du personnel s'est faite par diffusion d'un « Flash » via les responsables d'atelier et par de l'affichage. Le travail sur les abaques avec l'exploitant (sous-traitant de nutribio) de la station est en cours de finalisation, il s'agit de mieux anticiper l'impact d'un envoi de matières sur le fonctionnement de la station.</p> <p>L'inspection réitère sa demande d'analyse des causes profondes de l'incident afin d'en tirer des actions préventives de nature à éviter l'envoi en STEP de matières chargées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

### N° 3 : diagnostic impact environnemental et sanitaire

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, diagnostic impact environnemental et sanitaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement dans un délai de 1 mois à notification du présent arrêté.</p> <p>Ce diagnostic comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés par l'incident ;</li> <li>- une évaluation de la nature et des quantités de produits susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement ;</li> <li>- la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles et des enjeux en</li> </ul>

présence ; - un inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre ; une justification de l'étanchéité ou non du tronçon de tuyauterie souterrain endommagé lors de l'accident ; - des propositions de mesure de gestion le cas échéant.
<b>Constats :</b> Un rapport d'accident a été transmis le 1er septembre 2023. Il comprend l'identification des matières dangereuses impliquées (boues activées), une évaluation succincte de la nature des conséquences humaines, environnementales et économiques et un bilan massique de la pollution sur les paramètres pH, DCO, MES, azote et phosphore ainsi que les résultats de la surveillance renforcée en amont et en aval du rejet pour ce qui concerne la DCO. Le rapport ne mentionne pas la détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles et des enjeux en présence ni l'inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre. Ces éléments sont à compléter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : déchets liés à l'incident

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déchets liés à l'incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets issus de l'accident dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.  Les résidus de pompage provenant de la station d'épuration peuvent être traités sur site.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que deux camions hydrocureurs ont procédé le 21 août au nettoyage du clarificateur avec retour de boues en tête de station. Il confirme qu'il n'y a pas d'autre déchet lié à l'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : étude technico économique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, étude technico économique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet, sous 6 mois, à l'inspection des installations classées une étude technico-économique portant sur l'optimisation du fonctionnement de la station, en prenant en compte l'incident objet du présent arrêté ainsi que les incidents similaires ayant eu lieu sur le site, et à minima l'incident survenu le 12 février 2022.
<b>Constats :</b> L'étude est attendue pour février 2023. L'exploitant indique que la Société NIJHUIS SAUR INDUSTRIES, exploitant de la STEP, travaille sur le sujet. Il n'identifie pas de difficultés pour fournir l'étude dans les temps. Parmi les sujets étudiés, figure celui de la création d'un bassin tampon capable de collecter les effluents pendant plusieurs jours, sans rejet dans le milieu naturel.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 6 :** controle de l'acces - cuve de gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe 1 - article 3.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès
--

**Prescription contrôlée :**

I. Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).

**Constats :**

L'inspection constate que la cuve est située dans une enceinte grillagée pourvue d'une grille d'une hauteur supérieure à 2 m et pourvue d'une porte d'accès verrouillée. L'exploitant indique que les chauffeurs/livreurs disposent de la clé.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 7 :** Vérification périodique des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 3.6
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
--

**Prescription contrôlée :**

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont conformes à la réglementation en vigueur au titre de la protection des travailleurs.

**Constats :**

La cuve a été installée en mars 2023. L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 27 mars 2023 réalisée par l'APAVE de la cuve propane et du vaporisateur. Ce rapport indique qu'aucune non-conformité n'est constatée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 8 :** Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 4.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
--

**Prescription contrôlée :**

C. Stockage en « réservoirs aériens »

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg et, pour les installations stockant plus de 35 tonnes en réservoirs aériens, d'un extincteur à poudre ABC sur roues d'une capacité de 50 kg » ;
  - d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. « Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant ; »
- « Pour les installations déclarées après le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60



<p>mètres cubes par heure pendant deux heures. (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé ;</li> <li>- pour les réservoirs aériens « autres que ceux de GNL » de capacité déclarée supérieure à 35 tonnes, d'un système fixe d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6 l/m<sup>2</sup>/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir est obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.</li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des 5 poteaux incendie a été réalisé par la société Chubb le 17/11/23 selon le registre. Le rapport de contrôle mentionne un débit de 196 m<sup>3</sup>/h pour le poteau "chaufferie". L'inspection a pu constater la présence de ce poteau à moins de 200 m du stockage.</p> <p>L'exploitant indique qu'Antargaz a procédé au contrôle de la rampe d'arrosage. A la demande de l'inspection, l'exploitant a déclenché en manuel la rampe, sans anomalie visible.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 3 extincteurs dans l'enceinte grillagée (deux de 9kg et un extincteur sur roue)</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 2 détecteurs gaz en pied de cuve. Un contrôle a été réalisé par la société teledyne/oldhan le 3 octobre 2023. Il ne mentionne pas d'anomalie mais ne précise pas l'avertissement déclenché lors des franchissements des différents seuils de la LIE.</p> <p>L'inspection demande la transmission du rapport de contrôle de la rampe d'arrosage mentionnant son débit et le contrôle des asservissements déclenchés par les détecteurs gaz.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 9 : conformité de l'installation à la déclaration

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 1.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité de l'installation à la déclaration</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le porter à connaissance transmis en décembre 2022 prévoit l'installation d'une cuve de GPL (propane) de 43 tonnes pour un volume de 100m<sup>3</sup>, au droit de l'espace vert situé au centre du site dans une enceinte clôturée de 168m<sup>2</sup> et associée à une aire de dépotage de 200m<sup>2</sup>. Cette aire est reliée à un regard de collecte relié au réseau EP doté d'une vanne de confinement permettant de créer une rétention au droit de la zone.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence du regard et de la vanne de confinement mais aucune consigne sur son utilisation n'est affichée.</p> <p>Conformément au règlement PPRI, la cuve doit être posée sur un massif béton de 80cm pour mettre le point bas de la cuve au dessus de la cote de 84,05 mNGF. Sur place l'inspection constate</p>

que le vaporisateur est sur un massif de l'ordre d'un mètre de hauteur et la cuve sur un massif plus haut (140 cm selon l'exploitant).
Aucune structure n'est située dans le rayon de 30 mètres correspondant au seuil des effets domino en cas d'explosion. La distance du centre de la cuve à la limite de propriété prévue dans le dossier (82 mètres) semble respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : ravitaillement des réservoirs fixes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe 1 - article 4.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ravitaillement des réservoirs fixes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations de ravitaillement sont effectuées, conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des marchandises dangereuses. Le véhicule ravitailleur se trouve à au moins 3 mètres « des réservoirs » de capacité strictement inférieure à 15 tonnes, et à au moins 5 mètres en cas de capacités supérieures. De plus les véhicules de transport sont conformes aux dispositions de la réglementation relative au transport des marchandises dangereuses.</p> <p>Toute action visant à alimenter un réservoir est interrompue dès l'atteinte d'un taux de remplissage de 85 %.</p> <p>Les flexibles utilisés pour le ravitaillement des réservoirs fixes sont conçus et contrôlés conformément à la réglementation applicable en vigueur.</p> <p>Un dispositif permet de garantir l'étanchéité du flexible et des organes du réservoir en dehors des opérations de ravitaillement.</p> <p>« Les sols des aires de dépotage sont en matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier. »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence d'une jauge de remplissage, visible depuis l'extérieur de l'enceinte. Le niveau est de l'ordre de 80%. L'exploitant indique que l'arrêt du remplissage repose sur l'action du chauffeur. Le remplissage est pourvu d'un dispositif type "homme mort" qui oblige le chauffeur à une action toutes les 30 secondes.</p> <p>L'inspection constate la présence de blocs béton pour bloquer les camions, mais ceux-ci ne sont pas positionnés à un endroit empêchant les camions de s'approcher à moins de 5 m. L'exploitant indique néanmoins avoir réalisé un marquage au sol pour signaler le positionnement du camion.</p> <p>Les sols des aires de dépotage sont en matériaux de classe A1</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - titre II - 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;

(...)

III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;

IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;

V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;

(...)

XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

Le SME intègre également les éléments suivants : (...)

- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ;

- un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).

#### **Constats :**

Dans son dossier de réexamen IED, de juillet 2020 l'exploitant indique que la politique environnement définit un objectif de continuer les plans d'action initiés depuis 5 ans visant à réduire les consommations d'énergie. Des indicateurs sont en place avec présentation sous forme d'instances mensuelles avec plan d'action (démarré en juin 2020 pour l'énergie)

L'inspection a pu consulter la politique environnement datée du 16 novembre 2020 qui mentionne les enjeux de sobriété eau/énergie/déchets, signée par la directrice du site.

L'inspection a consulté des compte-rendus du comité pilotage énergétique qui se réunit tous les mois, et le tableau de suivi des indicateurs eau/électricité/gaz. L'exploitant se fixe des objectifs en terme de ratios de consommation par tonne de produits (MWh/t) : pour le gaz la cible "économique" est de 4,7, la cible "performance" de 4,3 - pour l'électricité ces cibles sont de 1,15 et 1,2. Il y a un suivi usine et pour certaines parties de l'installation.

L'exploitant présente un plan d'action avec des projets pour optimiser la consommation d'énergie, dont un projet de récupération des calories sur les TAR en 2024, et un projet de chaufferie biomasse. L'inspection rappelle que l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation (R181-46 du Code de l'environnement).

**Type de suites proposées :** Sans suite